

DANS L'ACTUALITE du 29 octobre au 4 novembre 2013

Textes officiels

JORF n° 0256 du 3 novembre 2013

Etude de faisabilité des approvisionnements en énergie des bâtiments neufs

[Décret n° 2013-979 du 30 octobre 2013 relatif aux études de faisabilité des approvisionnements en énergie des bâtiments nouveaux](#)

JORF n° 0255 du 1^{er} novembre 2013

Zones et servitudes de protection contre les obstacles applicables sur le parcours d'un faisceau hertzien

[Décret du 30 octobre 2013 fixant l'étendue des zones et les servitudes de protection contre les obstacles applicables sur le parcours d'un faisceau hertzien](#)

JORF n° 0254 du 31 octobre 2013

Définition des sites des entreprises entrant dans la catégorie des consommateurs gazo-intensifs prévue à l'article L. 461-1 du code de l'énergie

[Décret n° 2013-972 du 30 octobre 2013 relatif à la définition des sites des entreprises entrant dans la catégorie des consommateurs gazo-intensifs prévue à l'article L. 461-1 du code de l'énergie](#)

JORF n° 0253 du 30 octobre 2013

Distances aux limites du site des installations de fabrication de béton sur chantier

[Arrêté du 20 septembre 2013 portant modification de l'arrêté du 26 novembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de fabrication de béton prêt à l'emploi, soumises à déclaration sous la rubrique n° 2518 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement](#)

Projet de loi

Adoption définitive du projet de loi sur les relations administration-citoyens

[Projet de loi habilitant le gouvernement à simplifier les relations entre l'administration et les citoyens – Texte adopté n° 225 le 30 octobre 2013](#)

Proposition de loi

Règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers

Une proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers, vise à clarifier le principe de réciprocité en le transférant dans le code d'urbanisme.

[Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers - Texte n° 102 déposé au Sénat le 24 octobre 2013](#)

Jurisprudence

La décision d'interrompre l'exécution d'une prestation d'un bon de commande ne peut être annulée

[CE 25 octobre 2013 Région Languedoc-Roussillon, req. n° 369806](#)

L'annulation de la passation ne permet pas à l'acheteur public de se soustraire au versement de l'indemnisation prévue par le règlement de la consultation

[CE 23 octobre 2013 Société Bernard Leclercq Architecture, req. n° 362437](#)

Le titulaire d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public n'est redevable de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) que s'il dispose d'un droit réel sur ce domaine

[CE 21 octobre 2013 Ministre du budget, req. n° 358873](#)

Annulation du certificat d'urbanisme négatif délivré par un maire pour la construction de cinq bâtiments agricoles à usage de serre équipés de centrales photovoltaïques en zone NC du Plan d'occupation des sols

[CAA Nantes 25 octobre 2013 SCEA Domaine des Cinq Routes, req. n° 12NT00936](#)

La requête par laquelle une commune sollicitait l'annulation d'un refus de permis de construire une éolienne sur son territoire est irrecevable

[CAA Douai 24 octobre 2013 Commune d'Iron, req. n° 12DA00464](#)

Réponse ministérielle

Taxe d'aménagement pour les places de stationnement

[Rép. min. n° 14881, JOAN du 15 octobre 2013](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

Problème de réception des méls : la porte ouverte au référé contractuel

[La passerelle référé précontractuel/contractuel est ouverte en cas de non réception d'un mél accompagné en pièce jointe de la lettre de rejet de l'offre. Pour le magistrat, la production du seul transfert du courriel n'est pas suffisante, car elle ne permet pas d'identifier clairement que le mél a bien été envoyé avec le courrier d'éviction.](#)

Source : achatpublic.info du 04/11/2013

La Lettre de la DAJ n° 153 est parue

[Lettre de la DAJ n° 153](#)

Source : DAJ du 31/10/2013

Directive concessions : les entreprises publiques locales rassurées sur la mouture finale

[Si la directive concessions bientôt adoptée par l'Union européenne a suscité de vives inquiétudes à ses débuts, elle a fait l'objet d'échanges apaisés lors du Congrès des entreprises locales à Paris le 29 octobre.](#)

Source : le Moniteur du 30/10/2013

Sécuriser ses marchés publics et prévenir les risques : des pistes à suivre...

Lors de la session d'études sur la prévention des risques et la nécessité de sécuriser les marchés publics organisée par l'Apasp le 17 octobre, plusieurs intervenants ont eu l'occasion de livrer des conseils pratiques aux acheteurs publics. Référés précontractuels et contractuels, offres anormalement basses ou encore pratiques anticoncurrentielles sont les thématiques qui ont retenu l'attention des participants

Source : localtis.info du 30/10/2013

Bientôt une réforme du Code des marchés publics ?

Selon des informations publiées par latribune.fr le 25 octobre 2013, le Premier ministre devrait annoncer dans les prochains jours une « réforme d'envergure du Code des marchés publics ».

Source : le Moniteur du 28/10/2013

Urbanisme

La loi «silence vaut acceptation» votée: et si cela ne changeait rien ?

Le projet de loi habilitant le gouvernement à simplifier les relations entre l'administration et les citoyens a été adopté définitivement le 30 octobre 2013. Ce texte vise notamment à introduire le principe de l'accord tacite après deux mois de silence gardé par l'administration. Qualifié par certains de « révolution juridique », par d'autres de « leurre », ce principe semble ne pas emporter de réelles conséquences pour le secteur de la construction.

Source : le Moniteur du 31/10/2013

Le Sénat adopte le projet de loi ALUR mais limite le transfert des PLU aux intercommunalités

Le Sénat a adopté samedi 26 octobre en première lecture le projet de loi Duflot pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR), avec ses deux points forts, l'encadrement des loyers et la mise en place d'une garantie universelle des loyers (GUL). Mais les Sénateurs ont limité le transfert aux intercommunalités des compétences d'urbanisme avec une minorité de blocage.

Source : le Moniteur du 28/10/2013

Le volet urbanisme du projet de loi Alur largement amendé par le Sénat

[A l'issue d'une semaine de débats, le Sénat a adopté le 26 octobre en première lecture le projet de loi Duflot pour l'accès au logement et un urbanisme rénové \(Alur\). Les sénateurs ont voté le transfert du PLU aux intercommunalités en le limitant et apporté d'autres modifications substantielles au texte. Ils ont notamment introduit des dispositions sur la réforme du droit de préemption et le traitement des sols pollués et supprimé la prise en compte de l'habitat démontable dans les documents d'urbanisme.](#)

Source : localtis.info du 28/10/2013

Alur : les sénateurs adoptent la "Vefa inversée" et une multitude d'autres amendements

[La Vefa inversée, conçue dans les bureaux de l'Union sociale pour l'habitat, a convaincu les sénateurs, tout comme les 217 autres amendements qui ont été adoptés dans le cadre du projet de loi Alur \(pour l'accès au logement et un urbanisme rénové\). Zoom sur une vingtaine d'entre eux concernant le logement \(voir ci-contre l'article sur le volet urbanisme de l'édition de ce jour\).](#)

Source : localtis.info du 28/10/2013

Environnement

Ratification de l'ordonnance relative à la mise en œuvre du principe de participation du public

[Le ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie a présenté un projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2013-714 du 5 août 2013 relative à la mise en œuvre du principe de participation du public défini à l'article 7 de la Charte de l'environnement.](#)

Source : Conseil des ministres du 30/10/2013

Lancement de 4 nouveaux Instituts pour la transition énergétique

[En pleine agitation autour de la suspension de l'entrée en vigueur de l'écotaxe, annoncée le 29 octobre par le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, le ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, est venu clore mardi après-midi un colloque ouvert par le commissaire général à l'Investissement, Louis Gallois, sur le thème « La contribution à la transition énergétique du programme d'investissements d'avenir ».](#)

Source : le Moniteur du 30/10/2013

Quel mot pour remplacer « Grenelle » dans le sigle RGE ? Le gagnant est... Gagnant

On se demandait depuis des mois, quel mot allait enfin « expurger » le sigle RGE – Reconnu Grenelle Environnement – de son « Grenelle ». Lors de son intervention en clôture de la Convention nationale de l'UCI-FFB mardi 29 octobre, le ministre de l'Ecologie, Philippe Martin a tué le suspense...

Source : le Moniteur du 30/10/2013

Ecotaxe : les conséquences de la suspension et les pistes pour sortir de l'imbroglio

Manque à gagner pour le budget, nouveau délai de mise en œuvre de la taxe, aménagement du dispositif : le report de l'Ecotaxe annoncé par Matignon le 29 octobre ouvre de nombreuses questions sur l'avenir de cet outil fiscal à visée environnementale.

Source : le Courrier des maires du 30/10/2013

Collectivités territoriales

Coup de pouce aux départements, dotations... Le gouvernement précise ses intentions

L'audition de Marylise Lebranchu et Anne-Marie Escoffier le 28 octobre par les commissions des finances et des lois de l'Assemblée a permis un tour d'horizon de l'actualité finances locales.

Source : localtis.info du 30/10/2013

Transport

Infrastructures de transport: les 21 propositions de l'Idrri en faveur de l'innovation

Le 23 octobre 2013, l'Institut des routes, des rues et des infrastructures pour la mobilité (Idrri) a remis au gouvernement un rapport sur l'innovation. Le document dresse l'état des lieux des dispositifs de soutien à l'innovation existants et synthétise les aspirations de tous - maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, entreprises...- sous la forme de 21 propositions concrètes. Objectifs: améliorer et renforcer les capacités d'innovation de la France en matière d'infrastructures de transport.

Source : le Moniteur du 28/10/2013

LGV Tours-Bordeaux : le conseil général de Charente-Maritime suspend son financement

[Le conseil général de Charente-Maritime a voté le 25 octobre la suspension de sa part de financement à la construction de la LGV Tours-Bordeaux, réclamant notamment "des assurances" quant aux prolongements vers Toulouse et l'Espagne.](#)

Source : localtis.info du 28/10/2013

Presse

Virage social pour la politique de la ville

[Même les députés ont un peu de mal à s'y retrouver. Après la loi Alur, arrive, courant novembre, à l'Assemblée nationale, le projet de loi de programmation pour la ville et à la cohésion urbaine, porté par le ministre François Lamy.](#)

Source : les Echos du 31/10/2013

La confusion règne autour de l'ouverture dominicale

[Leroy Merlin et Castorama ont obtenu de rouvrir le dimanche, alors qu'une première décision de justice, en septembre, le leur interdisait.](#)

Source : le Monde du 31/10/2013